

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
COUR D'APPEL DE CHAMBÉRY

PARQUET DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Audience

N° Parquet : TJ THONON LES BAINS

23284000079

N° Parquet général : AUD 24 000458

Maître BATTIKH Mourad
5 Avenue Emile et Armand Massard
75017 PARIS

**CONVOCATION
À AVOCAT**

Vu l'appel, en date du 17 juin 2024, interjeté par BADRE Bruno, près le à l'encontre du jugement du Tribunal Correctionnel de Thonon-les-Bains en date du 11 juin 2024, Vu l'appel, en date du 12 juin 2024, interjeté par CHERGUI Naziha épouse AYACH prévenu, à l'encontre du jugement du Tribunal Correctionnel de Thonon-les-Bains en date du 11 juin 2024,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que vous êtes invité à vous présenter devant la Chambre des Appels Correctionnels de la Cour d'Appel de Chambéry, en qualité de conseil de :

CHERGUI Naziha épouse AYACH

Née le 4 septembre 1967 à BISKRA (ALGERIE)

Demeurant : 18, avenue Wendt GENEVE (SUISSE)

prévenue des chefs de : MISE A DISPOSITION LUCRATIVE, POUR L'HABITATION, DE BIEN IMMOBILIER APPARTENANT A AUTRUI SANS SON AUTORISATION, VIOLATION DE DOMICILE : INTRODUCTION DANS LE DOMICILE D'AUTRUI A L'AIDE DE MANOEUVRES, MENACE, VOIES DE FAIT OU CONTRAINTE, FAUX : ALTERATION FRAUDULEUSE DE LA VERITE DANS UN ECRIT, FAUX DANS UN DOCUMENT ADMINISTRATIF CONSTATANT UN DROIT, UNE IDENTITE OU UNE QUALITE, OU ACCORDANT UNE AUTORISATION, USAGE DE FAUX DOCUMENT ADMINISTRATIF CONSTATANT UN DROIT, UNE IDENTITE OU UNE QUALITE, OU ACCORDANT UNE AUTORISATION, MISE A DISPOSITION LUCRATIVE, POUR L'HABITATION, DE BIEN IMMOBILIER APPARTENANT A AUTRUI SANS SON AUTORISATION

État recours : appelant

Situation pénale : placé sous contrôle judiciaire

L'audience se tiendra :

le 19/06/2025 à 14:00

**devant la Chambre des Appels Correctionnels de la Cour d'Appel de Chambéry
PLACE DU PALAIS 73018 CHAMBERY**

Le dossier de la procédure sera mis à votre disposition durant les jours ouvrables.

Si vous n'intervenez pas pour l'intéressé, je vous prie de bien vouloir nous en aviser dès réception de la présente convocation.

Fait à CHAMBERY, le 26 février 2025

P/La procureure générale

